

L'union du peuple pour rétablir la démocratie

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - 11 ET 18 JUIN 2017

Avec François ASSELINEAU

Président de l'Union populaire républicaine



Résultat d'une gigantesque opération de propagande, l'élection d'Emmanuel Macron laisse la scène politique en ruines. Tous les anciens partis sont au bord de l'implosion, tandis que « La République en marche » recrute de façon précipitée et brouillonne des politiciens opportunistes de tout poil.

Le point commun de tous ces dirigeants et de leurs partis est de faire semblant. Ils vous parlent comme si la France était toujours dirigée en toute liberté par nos élus. Ils vous cachent la relation de cause à effet qui existe entre notre appartenance à l'Union européenne et les politiques d'austérité et de régression sociale qui nous sont imposées quels que soient les dirigeants élus. Ils vous dissimulent l'essentiel : les traités européens sont contraignants et la France est soumise aux décisions de Bruxelles.

Au cours de la campagne présidentielle, François ASSELINEAU, président-fondateur de l'UPR, a été le seul à dénoncer le rapport annuel de la Commission européenne sur les « grandes orientations des politiques économiques » (GOPÉ). Lire ce document permet à chacun de dissiper le flou du programme de M. Macron. C'est ce rapport qui « recommande » les mesures qui seraient appliquées si « La République en Marche » était majoritaire à l'Assemblée : l'ubérisation

généralisée de la société, la fin des professions réglementées, la baisse du SMIC, des prestations chômage et des retraites, l'augmentation de la TVA, la légitimation de l'évasion fiscale, le démantèlement du droit du travail, le bradage des industries stratégiques françaises, les fusions forcées de communes, la disparition programmée des départements...

Tous les autres partis savent que l'euro finira par exploser, mais ils n'en parlent pas. Cette explosion ravagera nos économies, alors que le retour planifié au franc ne causera pas plus de difficultés que n'en avait créé le fameux « bug de l'an 2000 ».

Face à ces silences, l'Union populaire républicaine (UPR) apporte un formidable renouveau, en disqualifiant tous les partis installés, lâches et discrédités. Car l'UPR a fait, une fois pour toutes, le choix de l'honnêteté et du courage, en proposant aux Français de récupérer leur indépendance nationale.

Seule notre souveraineté retrouvée permettra de rendre aux Français leur démocratie réelle, de protéger leur emploi, leur niveau de vie, leur sécurité et leur justice sociale, et de restaurer la France comme puissance libre et pacifique, sans démagogie raciste ou populisme xénophobe.

LES CANDIDATS ET LE PROGRAMME DE L'UPR

Nos candidats préfigurent le renouvellement complet de la politique française.

Ils sont tous adhérents de l'UPR et soutenus par François ASSELINEAU. Ils ont tous un casier judiciaire vierge. Ce sont des citoyens et citoyennes de toutes les origines, venus de tous les horizons politiques. À quelques exceptions près, c'est la première fois qu'ils se présentent à une élection.

Pour connaître ou contacter vos candidat(e)s UPR, consultez le site : legislatives.upr.fr

Avec pour programme l'indépendance nationale, la protection de tous et l'émancipation sociale, les députés de l'UPR:

- défendront notre industrie **contre les délocalisations** en imposant des échanges plus justes, avec le retour à une régulation des mouvements de marchandises et de capitaux, faute de quoi l'industrie française disparaîtra
- demanderont une hausse du SMIC de 15 % dès juillet 2017 et une baisse des cotisations patronales pour les artisans, les commercants et les TPE-PME
- proposeront un grand programme de **relance des services publics** à la française (avec renationalisation de EDF, GDF, La Poste, la SNCF, France Télécom (Orange), TF1, TDF, des autoroutes et des sociétés d'adduction d'eau)
- militeront pour le rétablissement de la sécurité et de l'autorité de l'État sur tout le territoire et pour une hausse substantielle du budget de la police, de la gendarmerie, de la Défense nationale et de la Justice
- exigeront le **respect de la « loi Royer » en faveur du petit commerce** et l'adoption d'une loi favorisant les TPE-PME dans l'obtention des marchés publics
- œuvreront à une revalorisation de l'apprentissage
- proposeront le lancement d'un **grand programme de logements sociaux** (+ 80 000 par an)
- refuseront la remise en cause de **nos retraites par répartition** et de la **Sécurité sociale publique pour tous**
- lutteront contre la désertification rurale et médicale et les fusions forcées de communes
- refuseront les déremboursements de médicaments, défendront une santé pour tous et exigeront des mesures d'intégration des personnes en situation de handicap

- se mobiliseront pour sauver notre pêche artisanale et notre agriculture familiale, pour favoriser la permaculture, l'agriculture biologique et raisonnée contre l'agrobusiness, et pour interdire les OGM et limiter la souffrance animale
- proposeront une réduction drastique du « millefeuille » administratif et la suppression de 4 209 postes d'élus, ce qui permettra d'économiser 6,4 milliards d'euros par an
- demanderont l'instauration du référendum d'initiative populaire, la reconnaissance pleine et entière du vote blanc révocatoire, et l'obligation pour tout élu d'avoir un casier judiciaire vierge
- demanderont une protection des libertés publiques et des « lanceurs d'alerte » ainsi qu'un strict encadrement des fichages administratifs
- militeront pour l'égalité entre hommes et femmes, notamment au travail
- exigeront une transparence totale sur le coût complet de notre appartenance à l'Union européenne, à la zone euro et à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN)
- œuvreront à la sortie de l'Union européenne et de l'euro par l'article 50 du traité sur l'Union européenne — ce qui économisera des dizaines de milliards d'euros — et à la sortie de l'OTAN
- exigeront le vote des parlementaires avant toute intervention de nos soldats à l'étranger, pour que la France ne s'engage plus dans des guerres illégales
- favoriseront une puissante relance de la coopération de la France avec les pays de la Francophonie

LE SEUL VOTE VRAIMENT UTILE, C'EST VOTER POUR SES CONVICTIONS.

L'effet du vote prétendument « utile » au premier tour de la présidentielle a été d'aboutir à l'élection de M. Macron, qui poursuivra les politiques asservies à Bruxelles!
Aujourd'hui, votre suffrage en faveur de l'UPR nous permettra d'obtenir les moyens humains, financiers et médiatiques pour imposer le débat essentiel : celui de l'indépendance de la France et du rétablissement de la démocratie.